



*Comité économique et social européen*

**ANNEXE II**  
**au procès-verbal**  
**de la session plénière d'avril**

Bruxelles, le 7 juillet 2017

**ANNEXE II**  
**au**  
**PROCÈS-VERBAL**

de la 525<sup>e</sup> session plénière  
du Comité économique et social européen  
tenue à Bruxelles  
**les 26 et 27 avril 2017**

---

Séance du 26 avril 2017

---

Point 8 de l'ordre du jour

**Débat sur le futur de l'Europe et le rôle de la société civile**  
**avec la participation du Professeur Dusan SIDJANSKI,**  
Président d'honneur du Centre européen de la culture

**Dassis:** Pour ma part, j'ai été impressionné par la quantité d'articles écrits par le professeur. D'après les recherches que j'ai effectuées sur son parcours, il a la nationalité suisse mais est d'origine serbe, comme son nom le laisse entendre. Il a été persécuté pendant la guerre et a enseigné dans plusieurs universités. Cela m'intéresse beaucoup de débattre avec lui de l'avenir de l'Europe et du livre blanc de M. Juncker.

**Professeur:** Merci, Monsieur le Président, pour cette invitation qui me fait beaucoup de plaisir et de satisfaction. En effet, pendant dix ans, j'ai été dans les couloirs de la Commission: pendant le mandat de mon ancien étudiant José Manuel Barroso, qui, malheureusement, a mal tourné après son départ. Je connais le Comité économique et social depuis très longtemps. J'ai rédigé et apporté ici pour le président deux articles qui sont le résultat d'un mandat du Comité lui-même, pour travailler sur la représentativité, la transparence et l'influence du Comité. Alors évidemment, le constat est très simple; il est extrêmement difficile d'évaluer les influences des uns et des autres, surtout dans une communauté comme celle-ci, où il y a un mélange de personnes, de discussions, de telle sorte qu'il est difficile d'attribuer la pression, l'influence, à telle ou telle institution ou à des personnes. Cependant, il est clair que plus le Comité a des membres qui pèsent dans leur pays et en Europe, plus il a de l'influence. Cela dit, pour moi, il est assez émouvant de me retrouver dans ces lieux que j'ai connus depuis longtemps. Car depuis 1958, j'ai pratiqué l'Union européenne, avec Jacques-René Rabier, que vous connaissiez peut-être, avec d'autres personnes dont j'ai été très proche, notamment Émile Noël, Spinelli et d'autres. Je ne vais pas vous décrire tout mon parcours – le président l'a mentionné –, mais je voudrais entrer en matière avec une petite introduction, vous dire ce que je pense des idées-forces.

Je suis impressionné de voir que pendant des siècles, on a parlé d'Europe, que les projets européens ont fait des parcours immenses, depuis des siècles. Depuis une trentaine de siècles, on parle de l'Europe, on veut la transformer, on présente des projets, mais c'étaient toujours des projets qui sont restés à l'état de projets. Il fallait la Première Guerre mondiale pour que les projets basculent dans le domaine de l'action politique. Un changement profond s'accomplit à ce moment-là. Et ce qui est intéressant, c'est qu'en même temps il y a la création de mouvements qui portent le projet. Aussi, vous le savez autant que moi, Briand a prononcé un discours et a présenté un mémorandum sur un régime fédéral de l'Union européenne. C'était entre les deux guerres, mais ce régime et cette proposition tombaient très mal puisqu'elle coïncidait avec l'arrivée et l'ascension d'Hitler, à cette époque. Donc, tout cela a été enterré. Mais nous avons la résistance, qui parle très souvent – j'ai fait des travaux là-dessus – de la façon dont il faut reconstruire l'Europe pour garantir la paix. Le fédéralisme est un langage tout à fait coutumier de l'époque. Donc, ce que je voulais souligner ici, c'est que l'Europe commence d'en bas, contrairement à la prétention de dire «elle commence d'en haut, elle a été imposée». Ce n'est absolument pas le cas. Il y avait un mouvement européen dès 1948, qui consolide son influence, qui lance des projets, qui insiste sur la démocratie et les droits de l'homme. Ce sont les deux thèmes principaux de l'époque.

À présent, on se demande «est ce que nous avons encore des mouvements vivants»? Eh bien non. Ce que je constate, c'est qu'il y a un silence assez décevant de la part de ces mouvements de citoyens. En revanche, l'Europe est en scène, en France notamment. Tout le débat – ou

l'essentiel du débat – porte sur l'Europe, sur les migrants, sur les différentes politiques, mais liées à l'Europe: les propositions de sortie de l'euro, de sortie de l'Europe contre une France ouverte et européenne.

Donc permettez-moi de revenir sur un point qui me paraît, au fond, le premier grand échec de l'Europe. Ce qui était un miracle, évidemment c'était la CECA. Imaginez-vous qu'après les occupations et toute la guerre, quelques années plus tard, on construit une institution ! Ce qui est significatif, c'est ce changement extraordinaire pratiqué notamment dans la politique française. Et la France propose. Mais immédiatement suit le projet de la CED et de la Communauté politique européenne. Et ces deux projets qui n'ont pas pu être réalisés – je ne vais pas entrer dans les détails: nous les connaissons –, ces deux projets avec leur échec, entraînent la création d'une communauté économique européenne. Car on s'est rendu très vite compte qu'une défense ne peut pas continuer sans un chapeau et un contrôle politique. C'est encore valable aujourd'hui pour les propositions qui concernent la défense. À partir de ce moment-là, nous avons une vision partielle; nous regardons le monde, nous regardons les problèmes à travers l'économie et le social. C'est magnifique, c'est la méthode Jean Monnet qui devient réalité, nous voyons que, secteur après secteur, il y a des mouvements qui se répercutent, il y a une ouverture, la création des marchés etc. Et en même temps, ce qui est significatif, c'est la constitution des groupes d'influence autour de ces nouveaux pouvoirs qui se forment. Et vous, vous êtes ici les représentants de ce qui est transparent alors que nous savons parfaitement que les lobbyistes sont très puissants tout autour de la Commission, notamment, et que, depuis que le Parlement a la codécision, ils sont présents au Parlement. Vous ne pouvez pas passer par les couloirs sans les rencontrer. Donc les lobbyistes et ces groupes d'influence sont des indicateurs pour nous, pour savoir où est le pouvoir de décision, qu'il soit législatif ou pas.

Nous arrivons aux Traités de Rome. C'est un extraordinaire exploit, très rapidement après l'échec de la CED. Mais Maastricht a attiré récemment mon attention. Parce que, c'est vrai, je me souviens des discussions que j'ai eues à l'époque avec Delors concernant la BCE: il était tellement heureux d'ajouter le terme «fédéral». Il y a donc ce mouvement, qu'il a créé, qui avance, mais ce que je constate en relisant les traités, c'est qu'il n'y a pas de solidarité qui soit prévue en cas de crise. En revanche, la responsabilité est attribuée aux États, séparément. Et c'est là le cœur des problèmes que nous avons, aujourd'hui encore, dans la crise: c'est qu'il n'y a pas eu un mouvement de solidarité qui aurait pu relancer l'économie, qui commençait à avoir des problèmes très graves. Et nous connaissons la conséquence. La conséquence, ce sont des effets désastreux: la déstabilisation de nos sociétés; très souvent, la déstabilisation des systèmes politiques; les mouvements d'opposition qui se manifestent, une sorte de national-populisme qui se répand un peu partout en Europe et qui constitue aussi une menace pour nos démocraties. Le plus important de tout ceci, c'est de voir qu'il y a une complexité et une interrelation entre tous ces problèmes. On ne peut pas les découper. Si vous agissez dans le domaine de la migration, cela a un effet sur la sécurité; la sécurité a un effet sur le problème du contrôle démocratique des organes de sécurité, etc. Il y a donc une interdépendance extrêmement puissante que nous trouvons au cœur de l'Europe.

Le problème, évidemment, c'est que nous avons d'autres crises. Pas seulement la grande crise financière, économique, sociétale, etc. Nous avons en même temps aussi la crise de la

Constitution. On a cherché à faire une Constitution pour l'Europe, pour lui donner une structure, et cette Constitution – j'en avais discuté à l'époque avec Giscard d'Estaing – avait deux défauts principaux qui ont d'ailleurs conduit à son rejet. Un premier défaut: elle avait 300 pages. Une Constitution de 300 pages est illisible pour n'importe qui d'entre nous! Ce n'est pas une Constitution. Et, deuxièmement, elle comportait toutes les politiques communes, qui y ont été mises en vrac. Et là, Giscard d'Estaing a une responsabilité: il n'a pas pu ou su résister à cette force qui a englobé toutes ces politiques dans la dite Constitution. D'ailleurs le traité de Lisbonne sépare et cherche à voir le fonctionnement et puis, d'autre part, il décrit bien les institutions, les politiques communes etc. Il y a une séparation, mais aussi une petite diminution de certaines capacités. Ce qui est curieux – et j'attire votre attention –, c'est qu'au moment où le traité va entrer en vigueur (2008-2009), éclate la grande crise. Il y a une coïncidence d'un traité qui entre en vigueur et qui n'a rien prévu contre les crises. C'est incroyable. Vous pouvez le relire, chercher des réponses: il n'y en a pas. La crise est quelque chose de nouveau.

Là se produit un phénomène important pour l'avenir: la présidence du Conseil européen crée un groupe de réflexion qui, en fait, est le noyau, avec les ministres des finances, de ce qui sera l'Eurogroupe. Donc un groupe fermé. J'avais averti bien souvent José Manuel Barroso que c'était une emprise de l'intergouvernemental et de la présidence du Conseil sur le processus qui existe dans les traités. Rien à faire. C'est donc une contradiction. Nous avons l'«avant-garde» proposée par Jacques Delors et d'autres et nous avons cette «avant-garde» qui fonctionne et qui se présente en régression par rapport au traité de Lisbonne. En effet: des décisions à l'unanimité, les ministres représentés, et presque une exclusion de la Commission et du Parlement européen. Donc c'est un noyau totalement fermé, étranger, qui est censé être notre avant-garde. Et c'est là la question que je vais me poser. Je rappelle qu'en même temps nous avons une espèce de coïncidence, un faisceau de menaces sur l'Europe, sur l'Union en particulier. Ce faisceau de menaces, nous le connaissons: on les rappelle très souvent. En même temps, nous avons la migration, qui se développe à cause d'abord de nos interventions, de la façon dont nous avons analysé – en nous trompant totalement – les printemps arabes. Nous avons pensé que c'était automatiquement la démocratie. Eh bien notre déception est très grande de ce point de vue. C'est la même déception face à l'incapacité de l'Europe de prévoir qu'il y aurait une immigration assez forte qui en résulterait. Lorsqu'elle a commencé, l'Italie n'a pas été aidée. Donc vous avez un manque de solidarité et de politiques migratoires dès le début. Je me souviens de José Manuel Barroso allant en Italie, conquis sur les îles qu'il a visitées parce que les habitants souffraient de cette migration qui était un flot constant qui arrivait en Italie, puis plus tard en Grèce. Vous avez donc à cette époque cette simultanéité de crises, qui est très grave. Vous avez en même temps la crise qui se produit sur le plan économique. Les sociétés sont pratiquement détruites – je parle surtout des sociétés du sud. À titre d'exemple – le président connaît cela beaucoup mieux que moi –, la Grèce a perdu 28 % de sa richesse nationale. Donc ce sont vraiment des coups, où l'austérité a remplacé la solidarité que l'on attend des pays membres de l'Union européenne. Voyez, c'est là le problème: nous sommes au cœur du problème de l'euro et de son avenir.

Premier constat: l'euro est une monnaie sans un chapeau politique. Il n'y a pas d'autorité politique; il n'y a pas de parlement. M. Draghi va au Parlement – il paraît qu'il n'aime pas beaucoup ça. C'est un exercice difficile – mais il n'y a pas de responsabilité. On a éliminé la

Commission et le Parlement. Or, sans la Commission, il n'y a pas de responsabilité devant le Parlement: c'est là le lien. La Commission doit proposer et être responsable devant le Parlement de ce qu'elle propose et des réalisations qui suivent. Donc, nous avons là un premier problème: celui de ce paradoxe extraordinaire où vous avez l'avant-garde, ce qui devait être la proue du mouvement européen... qui est une régression par rapport à ce qui se passe dans le traité de Lisbonne. Et vous constatez que tous les instruments qui ont été mis en place pour répondre à la crise financière sont des instruments intergouvernementaux, sortis de l'ambiance, où les petits pays, les uns et les autres, n'ont pas leur mot à dire, où nous avons une austérité imposée, il faut bien le dire.

Je voudrais rappeler une chose: en 1992, la Deutsche Bank – je l'ai découvert récemment – a un passage dans sa publication officielle qui dit «la réussite de l'euro dépend de la future union politique». Deux ans plus tard, en 1994 – je ne pense que ce soit un hasard –, vous avez la proposition de Schäuble et Lamers pour un «noyau dur». Je n'aime pas beaucoup le «dur», mais enfin, c'est un noyau politique qu'ils prévoyaient, avec un gouvernement à l'intérieur de l'Union européenne. Dans ce sens-là, vous voyez, la Bundesbank à l'époque savait qu'une monnaie unique ne peut pas exister sans un pouvoir politique. L'histoire, qu'on a examinée pour y chercher des exemples, montre que toutes les monnaies uniques qui ont survécu ont été des monnaies qui ont connu une structure politique, une responsabilité donc, ou bien un roi qui les a imposées. C'était ce que l'histoire nous apprenait, mais nous ignorons tout ça. Nous n'avons que faire de l'histoire, qui est pourtant extrêmement claire et qui nous met en garde.

Alors que faire maintenant sur le plan de l'euro, qui est tout de même au cœur de nos préoccupations? J'estime personnellement que la Banque centrale européenne, au fond, rapièce. Elle maintient en vie l'euro avec tous les moyens dont elle dispose. Elle est limitée du point de vue de son activité sur le plan économique et social. Elle n'est pas comparable à ce qui existe au Royaume-Uni, aux États-Unis, ou dans d'autres pays. Donc, c'est un des problèmes que nous avons. Nous nous demandons aussi comment procéder à l'heure actuelle, compte tenu de toutes les menaces que je n'ai mentionnées qu'en partie. Parce qu'il y a la menace de la sécurité, le projet de défense européenne... Tout ce que nous pouvons observer nous conduit à un constat et une conclusion: il faut un noyau politique. Tout ceci n'existe pas dans le traité de Lisbonne, qui est dépassé, et nous avons besoin des pouvoirs régaliens. La monnaie, c'est un pouvoir régalien; la définition de la défense et de la stratégie, c'est un pouvoir régalien; la sécurité, les agences créées, tout ça, ce sont des pouvoirs régaliens. Eh bien nous ne les avons pas. Et si nous voulons conserver l'euro, à mon avis, nous devons maintenant aller vers une proposition.

Quelle proposition? En deux mots – parce que j'ai pas mal travaillé là-dessus –, c'est la coopération renforcée. Pourquoi? Parce que nous voulons rester à l'intérieur du traité de Lisbonne. Et mon projet est d'utiliser les institutions existantes dans la dimension de la zone euro. Donc, au Parlement, il y aura une commission ou bien une «partie» pour la zone euro: ceux qui en sont des membres participent aux décisions. De la même façon pour la Commission. Toutes les institutions dans cette dimension. Pour la Commission c'est discutable, mais il faut réfléchir dans ce sens-là si on veut rester un noyau dynamique. Car en créant ce noyau dynamique, nous pouvons aider tous les membres de l'Union. En revanche, si l'euro tombe, eh bien je ne donne pas cher de l'Union européenne. C'est le constat de

beaucoup de grands dirigeants. M<sup>me</sup> Merkel ne s'est pas trompée sur ce point. Elle l'a répété. En constituant ce noyau, nous pouvons, à ce moment-là réfléchir, mais pas seulement réfléchir, car nous n'avons pas le temps de réflexion. C'est pour cela que je propose la coopération renforcée, qui peut être mise en place très rapidement. Il faut absolument que nous créions un fonds pour répondre aux crises qui peuvent advenir et il faut absolument que nous donnions une dimension sociale à l'euro et à la zone euro. Il faut absolument que la dynamique soit une dynamique au bénéfice de tous les membres, des 27 membres de l'Union européenne. Ne pas les laisser croire que c'est « l'Europe différenciée » – ce serait une erreur, c'est de la discrimination à l'égard des autres membres. En revanche, insistons qu'il s'agit d'une Europe qui donne de l'impulsion et de l'espoir grâce à son noyau politique qui doit être mis en place sans délai et qui doit disposer des pouvoirs qui correspondent aux crises que nous connaissons aujourd'hui. Voilà, au fond, le premier diagnostic que je vous propose. Merci. Merci beaucoup.

### **Discussion générale**

**Brenda King** indique être la corapporteuse d'un avis sur la transition vers une Europe plus durable, qui traite notamment de ce à quoi l'Europe devrait ressembler en 2050. Elle a particulièrement apprécié que le professeur soit tout d'abord revenu sur ce que l'Europe est aujourd'hui et sur ce qu'elle était hier: une Union pacifique et forte d'un avenir commun, promesse de prospérité pour tous, mais avant tout soucieuse du développement durable. Elle souligne également que l'Union a signé des accords de portée mondiale, le programme à l'horizon 2030 et l'accord de Paris. Ce qui l'inquiète le plus, c'est le manque de solidarité mais aussi le manque de communication, qui ont selon elle entraîné la montée du populisme. Elle fait ensuite part de son expérience du Brexit, de la manière dont les territoires ont voté en fonction de leur vécu et de leurs relations avec le monde extérieur. La disparition de secteurs stratégiques, ajoute-t-elle, a mené à l'isolement de certains territoires. Elle conclut en disant qu'il est nécessaire de s'adresser à ces citoyens et d'empêcher que le populisme soit la seule voix qui parvienne à leurs oreilles.

**Ferre Wyckmans** affirme tout d'abord que la société civile est un acteur essentiel du mouvement européen. Il fait remarquer que des institutions comme le CESE sont le lieu de discussion privilégié pour représenter la voix et l'importance de la société civile européenne, mais qu'elles n'ont pas le monopole de la représentation de la société civile. Il signale le faible niveau d'influence sur les mesures prises par les responsables politiques européens. Il souligne que les structures et les actions supranationales ne seront utiles que si elles mettent réellement en pratique le principe «penser à l'échelle mondiale mais agir au niveau local». Il met l'accent sur le fait que, même si des organisations non gouvernementales sont représentées au sein du Comité, celui-ci est lui aussi contraint d'agir par l'intermédiaire des structures étatiques. Il évoque ensuite le fait que la primauté accordée aux considérations politiques constitue un défi pouvant nuire aux valeurs démocratiques qui pourraient être portées par la société civile, et souligne que les organisations de la société civile doivent dès aujourd'hui relever ce défi. Il conclut en rappelant le débat en cours dans l'Union sur l'avenir de l'Europe.

**Seamus Boland** demande tout d'abord au professeur ce qu'il souhaiterait demander à la population et ce qu'il aimerait savoir s'il consultait les citoyens de l'Union à propos de l'avenir de l'Europe sur la base des cinq scénarios exposés par M. Juncker. Il indique ensuite avoir participé à l'avis du CESE sur la pauvreté et souligne effectivement que l'Union ne parvient pas à gérer les plus de vingt millions de personnes pauvres en situation d'exclusion. Il continue en évoquant le Brexit et les leçons à en tirer, le problème des personnes exclues, les droits de l'homme et l'austérité. Il conclut en posant une question philosophique: comment réaliser l'Union européenne dont rêvaient les pères fondateurs?

**Antonello Pezzini** procède à un rappel historique, et fait part de sa déception concernant la manière dont l'Union en est arrivée là, en précisant qu'il fait partie de ceux qui ont assisté à la construction européenne depuis ses débuts, au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Il insiste sur les valeurs qui ont mené au traité de Rome, dans le sillage du succès de la Communauté du charbon et de l'acier. Il explique ensuite ces valeurs; il met l'accent sur la consolidation de la paix après la Seconde guerre mondiale et sur le rôle de la société civile et des mouvements populaires pour élaborer de nouvelles valeurs et collaborer à l'avenir de l'Union, un élan qui ne s'est pas produit depuis les années 90.

**José Antonio Moreno Díaz** rebondit sur les réflexions historiques de M. Pezzini, et avance que le bombardement de Guernica par les nazis est un exemple tangible de ce que le fascisme peut faire lorsqu'il s'en prend aux démocraties. Il cite ensuite Mario Vargas Llosa pour souligner le fait que la dimension sociale de la construction européenne a été oubliée au fil des années, et que le peuple européen ne souhaite pas de diagnostic, mais plutôt des actions, des mesures d'incitation et d'encouragement. Il mentionne l'Eurobaromètre de novembre 2016, d'après lequel 67 % des citoyens européens pensent que l'Union est une zone stable et 81 % croient que l'Union doit maintenir ses quatre libertés. Il souligne ensuite la nécessité de combattre le populisme grâce à un message fort sur les bénéfices de l'Union. Enfin, il insiste sur le rôle que la société civile et les volontaires internationaux dans la crise des réfugiés: ce sont ceux qui ont sauvé les apparences des États membres et des institutions de l'Union.

**Antonio Longo** renvoie aux interventions précédentes, et évoque ce que le 25 avril représente pour l'Italie: le jour de sa libération du fascisme et du nazisme. Il poursuit en soulignant que l'Union a favorisé le maintien de la plus longue période de paix que le continent ait connu. Il évoque également le sociologue italien Luciano Gallino, qui traitait l'austérité comme un projet politique, une conception que l'Union a adoptée dans les années qui ont suivi le traité de Maastricht, lequel a fait l'objet de critiques sévères par l'ancien président de la Commission, Romano Prodi, et par le chancelier allemand Helmut Schmidt. Il conclut en citant le président américain John F. Kennedy, demandant aux citoyens de l'Union ce qu'ils peuvent faire pour l'Union.

**David Croughan** souligne que le livre blanc sur l'avenir de l'Union néglige un problème systémique essentiel: expliquer pourquoi nous avons mis en place la monnaie unique et la politique monétaire unique tout en laissant les États membres décider de leur politique économique et budgétaire. Il remarque que les marchés financiers se désintègrent au détriment des contribuables européens et que les États membres sont contraints d'assainir

leurs finances publiques de manière contreproductive, une pratique connue sous le nom d'«austérité», facteur de hausse du chômage et de baisse des salaires. Il affirme que nous avons besoin d'une zone euro dans laquelle la politique budgétaire est en mesure de stimuler la croissance en cas de récession économique. Il remarque que, malheureusement, les recommandations budgétaires par pays ont produit l'effet inverse, et qu'elles ont même pu freiner les investissements lors de la reprise des économies. Les stabilisateurs automatiques que les États membres utilisaient à l'échelon national n'ont pas trouvé leur équivalent au niveau européen. Le Semestre européen impose des exigences asymétriques, qui font peser tous les coûts d'ajustement sur les pays déficitaires, provoquant des perturbations politiques et sociales. M. Croughan souligne la nécessité d'augmenter le budget européen en vue de financer temporairement les stabilisateurs, et celle de donner à la BCE les moyens d'être un véritable prêteur en dernier ressort pour que les États évitent les situations de «mauvais équilibre».

**Vilim Ribić** partage les analyses du professeur Sidjanski et lui demande s'il croit que l'euro peut sortir de cette impasse. Il doute qu'il existe une volonté politique de garantir la pérennité de la monnaie unique. Il demande s'il est possible qu'une monnaie survive sans cadre souverain, et quelle pourrait être sa durée à long-terme. Il rappelle que le professeur Sidjanski et lui-même viennent tous deux d'ex-Yougoslavie, et demande au professeur de dresser un parallèle entre l'évolution de la Yougoslavie et celle de l'Union marquée par la crise actuelle. Il demande ensuite s'il est tenable de conserver une structure où les enfants ont une vie moins aisée que leurs parents et où les inégalités de classes s'aggravent, où il n'existe pas de cohésion sociale et où l'égoïsme règne, parce que, selon lui, c'est bien la démarche qui est poursuivie en Italie et en Grèce, alors que, par ailleurs, un pays a enregistré un excédent budgétaire, mettant en péril la pérennité et la reprise économique des autres pays.

**Jane Morrice** indique que, même si le professeur Sidjanski a évoqué la nécessité d'un «noyau dur», il a omis un point essentiel: les affaires sociales. Elle affirme que, même si nous donnons l'impression de ne penser qu'aux marchés, à l'argent et à la défense de l'économie, nous devons aussi parler du chômage des jeunes, de la pauvreté infantile, des victimes innocentes et des migrants, ainsi que des personnes complètement démunies, qui sont encore loin d'être intégrées à l'idéal européen. Elle fait remarquer qu'à l'origine l'Union a été fondée pour deux raisons, la paix et la prospérité, et que, bien que nous ayons atteint ces objectifs, certains aspects sont encore oubliés. Tout d'abord, selon elle, nous devons nous concentrer davantage sur les plus démunis. Elle propose de mettre en œuvre une politique commune visant à lutter contre le chômage des jeunes. Elle affirme ensuite que nous devons tirer les leçons du Brexit, notamment pour ce qui est d'améliorer la communication sur l'Union. Enfin, nous devons montrer au monde que nous pouvons contribuer à surmonter les terribles difficultés que nous rencontrons sur le plan des menaces. Elle affirme que l'Union doit guider le monde en matière de consolidation de la paix et de promotion de la tolérance, du respect et de la compréhension mutuelle, au lieu de ne parler que de défense et de sécurité.

**Joost van Iersel** regrette le fait que le supranationalisme ait cédé la place à l'intergouvernementalisme, comme le montrent les domaines de l'énergie, des transports, de la défense et des migrations. Il souligne que les affaires sociales ne bénéficient pas de fonds suffisants. Il approuve la proposition du professeur d'instaurer une sorte de système de gouvernance économique. Il affirme qu'il est nécessaire d'avoir un programme à long terme, et que la France et l'Allemagne doivent donner une impulsion politique. Il avance que l'Europe doit trouver une nouvelle vocation, un nouveau sens à ses actions, et que ce point est

constamment relégué au second plan ou ignoré. Un autre aspect important, selon lui, est que l'influence de l'Union dans le monde a progressivement diminué et que, si Washington, Pékin ou Moscou font aujourd'hui figure de centres décisionnels, l'Union ne dispose pas de centre décisionnel à proprement parler. De son point de vue, le pouvoir est au contraire dispersé, ce qui n'a pas donné les résultats attendus, que ce soit pour les citoyens ou pour augmenter la confiance, la légitimité, la crédibilité et la stabilité dans notre société. Voilà les points qui doivent, selon lui, servir de base pour trouver cette nouvelle vocation de l'Union dans le monde.

**M. Tommaso Di Fazio** souligne que, eu égard à la situation actuelle du monde, le phénomène du populisme est apparemment transversal et remet en cause le pouvoir établi. Il remarque que cette situation s'est déjà présentée aux États-Unis et ailleurs, et que ce ne sera probablement pas la dernière fois. Il lui semble que le populisme s'explique en partie par le manque d'informations fournies aux citoyens concernant les actions de l'Union. Il insiste sur le fait que ni nous, ni les gouvernements, ni les institutions, ni les associations ne parviennent vraiment à convaincre les citoyens, et que nous devons dès lors réfléchir à la manière de communiquer sur nos actions. Il souligne également le problème lié au fait que les structures sont quelque peu autoréférentielles et qu'elles sont peut-être en place depuis trop longtemps. M. Di Fazio fait remarquer que l'analyse du professeur omet l'idée de solidarité, qui devrait selon lui devenir une valeur politique. Il demande si nous sommes capables de réinventer la solidarité européenne et, le cas échéant, à quels moyens recourir pour y parvenir, par exemple un traité. Il affirme que le rôle politique de l'Union doit être mis en évidence et que nous ne pouvons plus attendre.

**Michael McLoughlin** évoque les 10 référendums concernant l'Union qui ont déjà eu lieu en Irlande, et remarque que, grâce à eux, il est possible de connaître l'avis de la population. Il constate que, par le dialogue et l'écoute, il ressort souvent qu'environ 20 % de la population fait confiance à l'Union (seulement 20 % croient qu'elle est la solution à tous nos problèmes), et qu'environ 60 à 70 % sont mitigés, dont les pragmatiques qui ont soutenu le projet européen au fil des années, et que de plus en plus de personnes ne le soutiennent plus parce qu'ils n'en voient pas les bénéfices dans leur vie quotidienne. Il déclare que, même si nous prétendons avoir reçu le message du Brexit, Bruxelles ne l'interprète peut-être pas comme il faut, et que, si l'on tient compte des élections françaises, la majorité de la population a voté pour des candidats eurosceptiques. Il rappelle aux membres que, lors de l'adoption du traité de Lisbonne, la population a voté «non» au référendum, à la suite de quoi les États membres ont renégozié et procédé à des modifications importantes. Il en déduit qu'écouter (et agir en conséquence) permet d'avancer, et que nous l'oublions souvent, dans le sens où nous avons beaucoup écouté, et remercié la population pour son intérêt, mais que nous n'en avons ensuite rien fait. Il remarque qu'il n'y a eu que peu d'initiatives citoyennes européennes ces dernières années en raison d'obstacles bureaucratiques et administratifs. Il propose que les mécanismes existants soient utilisés de manière flexible et transparente. Il donne l'exemple de l'Eurogroupe, qui a profondément déçu la population en prenant les grandes décisions sur l'euro à huis clos. Il conclut en affirmant que nous affrontons une véritable crise existentielle, et que le premier pas pour en sortir est d'écouter, d'être réactif et d'agir en conséquence.

**Professeur Sidjanski:** Ce que je voudrais dire au départ, c'est que j'ai écourté mon exposé. Il y a beaucoup d'éléments que j'ai dû laisser de côté, notamment les menaces intérieures, que j'ai beaucoup analysées dans les différents pays. Ces analyses montrent qu'il y a des clivages de plus en plus nets, que ce soit «nord-sud», que ce soit «occident vis-à-vis de l'orient», que ce soit dans la relation avec notre voisinage, etc... Il y a là des problèmes très profonds.

Mais dites-vous une chose: si on ne stabilise pas, si on ne montre pas des progrès les tensions deviendront plus menaçantes. Car le fait de parler d'une union économique alors qu'elle n'existe pas, je regrette, c'est un des grands défauts de la construction. On pensait qu'automatiquement, l'Union monétaire allait entraîner l'Union économique et d'autres secteurs. Mais, il faut se mettre d'accord sur un point: si l'économie et le social ne soutiennent pas une structure plus ou moins démocratique – car on peut discuter de la démocratie dans l'union européenne –... L'essentiel aujourd'hui c'est que nous sommes dans l'urgence et nous devons démontrer la capacité de l'Union d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire d'éviter l'effondrement aussi bien de l'euro que de l'économie et de l'Union européenne, qui est un des rares bastions démocratiques dans le monde d'aujourd'hui.

Le monde est de plus en plus déstabilisé, c'est le constat. Toutes vos questions portaient sur la déstabilisation. Il faut démontrer que nous sommes capables. Or que ce soit du côté allemand, français, italien, etc., l'ensemble des membres de l'euro, ou, en tout cas, un noyau qui existe à l'intérieur, doit reconnaître qu'il y a des urgences et que l'Union doit démontrer sa capacité de réponse, de résultat, avec les mesures qu'elle peut prendre. Et sans cela, sans une dynamique nouvelle, une impulsion à l'Union, eh bien on peut parler de notre influence dans le monde: nous sommes devenus, on l'a dit, de plus en plus petits, de moins en moins écoutés, car l'orientation est différente: c'est un monde où l'ordre a éclaté, où il n'y a plus de *pax americana*, qui n'était d'ailleurs pas une paix garantie, avec les interventions que nous connaissons. Dans le monde il y a un chamboulement complet, d'autant plus que l'on se rend compte que plusieurs des dirigeants des puissances les plus grandes sont imprévisibles, changent d'avis sur Twitter – pour ne pas le citer –, etc. Un des grands problèmes est cette déstabilisation qui existe du côté américain, avec tous les propos qui sont...

Par ailleurs, comment penser à la stabilité de cet ordre lorsque ce président imprévisible décide d'un moment à l'autre de bombarder parce qu'il attribue, lui et les organes de communication, l'utilisation du gaz au gouvernement syrien. Personnellement, je me suis posé la question: à qui profite cet acte ignoble contre la population? Eh bien, nous savons que le gouvernement syrien, Assad, commençait à être une personne qui devait entrer dans le dialogue avec une chronologie qui a été plus ou moins fixée, c'est-à-dire après la paix, le premier acte ou referendum et des élections pour voir si le peuple le veut ou ne le veut pas.

Et ce n'est pas à nous de décider ou d'imposer toutes ces règles. Nous sommes là pour donner des impulsions, pour soutenir, que ce soit en Turquie, en Syrie ou ailleurs, et pas faire des improvisations et bombarder ainsi la population et les bases militaires. Je ne vois pas de raison et je vois que le monde est devenu un monde totalement instable, imprévisible et très dangereux. Comme le montre l'exemple de la Corée du Nord. Vous savez que nous sommes dans une phase non seulement d'émergence des puissances mais aussi d'une course à l'armement effrénée, de plus en plus accélérée. Les budgets vont augmenter, mais ces

armements vont servir à quoi? Nous avons des problèmes de pauvreté, du social, et nous sommes tous en train de pousser les armements, de créer les murs pour que les réfugiés de Syrie ou d'ailleurs ne puissent pas passer au-delà. C'est quand même une situation extrêmement préoccupante et dans ces situations, il est essentiel que ce bastion de la démocratie – car les démocraties sont, de plus en plus, à compter sur les doigts d'une main – ce bastion qu'est l'Union européenne se consolide. Qu'il se consolide à la fois du côté de sa capacité à résoudre des problèmes mais surtout du côté de sa capacité à redonner l'élan à la fois économique et social. Ce que j'ai mentionné – et vous ne l'avez peut-être pas entendu –, c'est que dans le projet de ce chapeau, de ce noyau, il faut inclure une dimension sociale de la zone euro, qu'elle n'a absolument pas. Et avec le numérique, nous risquons d'accentuer cette espèce de distance. Nous risquons d'oublier l'humanisme, qui est une des grandes caractéristiques de la civilisation européenne.

Pour répondre à différentes questions, je vais être obligé de faire des choix. Tout d'abord, je dirais que l'austérité et la crise ont fait le lit des extrémismes, que ce soient les extrémismes nationalistes, que ce soient des extrémismes de gauche ou de droite. Comment expliquez-vous qu'en Grèce, qu'en Italie ou ailleurs, et même en Allemagne, on ait des mouvements extrémistes qui ont comme cible d'attaque les migrants, la migration, les autres? Pas la reconnaissance des autres, mais au contraire, l'inégalité parfaite qu'il y a dans le monde.

L'Europe doit se renforcer, elle doit démontrer des résultats et il ne suffit d'entendre «nous allons lancer un projet, nous allons lancer un autre». Non. Je crois personnellement, je suis convaincu, que le cœur du projet est cette autorité politique dont l'euro a besoin pour survivre et pour permettre le lancement des *Eurobonds*. Car l'Europe, dans son ensemble, pourrait avoir des *Eurobonds* avec un minimum d'intérêts – elle a encore une capacité économique assez grande – et lancer des projets.

Les projets, nous en avons beaucoup parlé avec Jacques Delors: l'infrastructure, les communications, les innovations, les recherches scientifiques qui sont partiellement développées... Le cas du supersonique civil. Vous avez pu constater que les États-Unis ont cinq compagnies qui travaillent sur ce supersonique, le Royaume-Uni a une compagnie qui a repris un peu le projet du Concorde et qui travaille là-dessus, mais l'Europe est absente.

J'insisterai beaucoup sur la primauté du politique. Vous l'avez mentionnée. Par exemple, je connais un peu aussi la situation en Belgique. C'est un cas quelque peu difficile et problématique, mais cela montre que sans le politique, il n'y a pas de démocratie. Sans les différences, sans les multiplicités des partis politiques, des expressions... Et à ces expressions qui existent, il faut ajouter aussi le monologue – à mon avis – de l'Europe avec ses citoyens ! On lance, on nous parle et que voyons-nous? La misère, les enfants qui souffrent, la prospérité remplacée par la paupérisation, la pauvreté: voilà le résultat. Comment, dans ces conditions, pouvons-nous être encore influents dans le monde? D'abord et en priorité, nous devons résoudre les problèmes essentiels, parmi lesquels le financement du côté social. Vous ne pouvez relancer une économie sans relancer l'espoir et la confiance de tout le monde, l'optimisme. Vous ne pouvez pas compter uniquement sur une économie numérique, qui est une économie assez froide. Il y a un élan qu'il faut lancer et cet élan, comme la politique à mon avis, dépend des résultats que nous obtiendrons. Sans les résultats, nous pourrions

réfléchir, cogiter des heures et des heures, mais il faut maintenant des résultats et c'est cela qui peut avoir un impact, en particulier sur les couches qui sont marginalisées, mais qui peuvent trouver une place dans nos sociétés. Et je pense que l'austérité a accentué cette différence des classes, ces inégalités qui se sont accrues, en Europe et dans la plupart des pays industrialisés.

Un autre élément est la distance. Je pense que, si j'ai cité les citoyens, les associations de promotion, les groupes de promotion, à l'époque, c'est pour dire qu'il y avait un contact avec les citoyens. Moi-même j'ai été un étudiant militant pour l'Europe. J'avais des contacts avec les gens. On parlait, de l'Europe. Aujourd'hui, le projet que je mettrai à votre disposition et que j'avais préparé pour le vingt-cinquième anniversaire à Rome comprend certains éléments qu'on peut reprendre, on peut aussi les mettre de côté, mais il faudrait des projets. J'attends de la Commission non pas les suggestions des scénarios – on les connaît – mais des propositions, et j'espère qu'ils ne vont pas tarder parce que nous sommes en urgence. C'est une période d'urgence. Je fais ce diagnostic non pas pour être négatif mais pour savoir quelles sont les réponses qui sont indispensables et qu'il faut apporter le plus vite possible. Notre place dans le monde, l'avenir de l'Union et de notre civilisation dépendent de ces décisions. Il m'est de plus en plus clair que un ou plusieurs pays, séparément, les pays européens – même l'Allemagne, même la France – comptent de moins en moins dans le monde. Si nous pensons qu'en rendant la souveraineté à un pays, il a réellement la substance de la souveraineté, c'est un rêve tout-à-fait populiste, un rêve vendu aux uns et aux autres.

Car le peuple, comme vous et moi, cherche son espoir. Je voudrais voir où va l'Europe, je voudrais voir où nous nous engageons. Eh bien pour cela, il faut nous mobiliser, tous. J'ai décidé, je vous ne le cache pas, que je ne voudrais pas quitter cette terre sans voir l'Europe consolidée et, de nouveau, foyer de civilisation dans le monde.

Alors je reviens à un autre point qui me paraît fondamental: ce sont les jeunes. Évidemment, j'ai eu la chance de m'occuper de beaucoup de jeunes. Mais je pense que l'Europe a manqué, au fond, d'instituer une sorte d'éducation civique européenne. J'en avais, à l'époque, beaucoup discuté. Nous avons essayé de le proposer à la Commission. Évidemment, elle n'avait pas exactement les compétences dans ce domaine, mais elle pouvait aider de tels projets. Il est indispensable, dès l'âge le plus bas – cinq, six ans –, de commencer par donner une vision de l'histoire qui ne soit pas uniquement nationale – où chaque peuple a remporté ses victoires, c'est Marine Le Pen qui le dit – mais d'avoir une vision européenne. De savoir à quoi peut servir l'Europe. Des valeurs, certes, et des résultats concrets. Quant aux valeurs, je vais vous décevoir en vous disant qu'il y a des dérives autoritaires, dans cette Europe. Lorsque nous parlons de la démocratie, n'oublions pas qu'il y a plusieurs pays en Europe qui ne sont plus de bonnes démocraties solides. Donc, nous avons aussi ce genre de problèmes à résoudre. Et je pense en particulier à la Hongrie, qui a évolué dans un sens très autoritaire. Je pense à la Pologne, qui prend la même voie. D'autres pays pourraient s'en inspirer, qui le sait. Les mouvements populistes le montrent: rien n'est impossible.

Donc soyons concrets. Essayons de lancer des projets, mais des projets qui ont des résultats. Je demande à l'Europe de me démontrer qu'elle est capable d'avoir un rôle dans le monde mais aussi à l'intérieur, pour la société marginalisée, une part de la société de plus en plus

marginalisée. J'ai beaucoup de questions qui concernent évidemment l'avenir, j'ai évoqué le chômage, les migrants... Tout cela dépend de cette relance de l'économie et du social européens. On ne peut pas continuer à vivre sur l'acquis. À mon avis, l'acquis n'est jamais définitivement acquis. Il y a des transformations extrêmement profondes qui sont en train de se développer. J'aimerais insister une fois de plus sur l'éducation, et dans ce sens-là, je crois essentiel pour l'Europe de développer un dialogue des cultures. Il faut qu'il y ait une meilleure compréhension mutuelle entre les différentes cultures, qu'elles soient européennes ou non. Nous savons que l'Europe, dans le passé, a assimilé beaucoup d'éléments de ces cultures, mais il faudrait maintenant engager ce dialogue non seulement entre l'Europe et, par exemple, l'Asie, l'Inde, la Chine, mais l'engager à l'intérieur de nos pays. Car le problème des terrorismes et de l'idéologie islamiste se pose dans chacun de nos pays, de plus en plus fortement. Il faut donc discuter et s'ouvrir. Nous ne sommes pas capables, ni au niveau institutionnel ni au niveau de nos États, de nos régions, de développer ce dialogue. Il y a quelques pays... Il faudrait donc procéder à une rapide confrontation, à une comparaison des cas et des résultats obtenus, et proposer des modèles différents à nos pays pour qu'ils puissent développer ce dialogue indispensable.

Tout ça se fonde déjà sur l'éducation, sur la capacité non pas de dévoiler des valeurs ou d'en parler, mais de les appliquer. Nous ne sommes plus le modèle de la démocratie dans le monde et nous ne sommes plus un bastion solide capable de parler d'égal à égal à beaucoup de puissances. Deux exemples: l'action unilatérale de Merkel, qui va voir Erdogan et qui fait approuver ensuite. L'action unilatérale de la France au Mali. Elle était bienvenue, mais elle était unilatérale. Le Président n'a consulté personne, il n'a même pas parlé à Merkel de son projet d'intervenir. Et ensuite on demande l'approbation et le soutien de l'Union. Eh bien ceci n'est pas une façon de procéder et c'est tout-à-fait en contradiction avec ce que Jean Monnet avait inventé à l'époque: cette méthode communautaire ou fédérale qu'il avait proposée et qui est aujourd'hui de plus en plus marginalisée. Faisons attention à la fois aux problèmes auxquels nous devons apporter des réponses rapides, immédiates si possible, et faisons attention au fonctionnement de nos institutions et de nos capacités de prendre des décisions en commun. On ne peut pas parler de la défense commune: un jour, on dit «c'est contre la menace de la Russie» et le lendemain, on dit «on a besoin de la Russie parce que elle est très importante en Syrie et dans différentes régions». Eh bien non. Ça, n'est pas une stratégie. Il faut donc une certaine autorité, un pouvoir qui réfléchit et qui détermine des stratégies pour des problèmes communs au niveau mondial. Car ce n'est plus la stratégie de la France, de l'Allemagne ou d'un autre pays qui peut l'emporter: nous devons nous consulter, nous devons décider ensemble et si l'Europe n'est pas forte, il faut penser au pire des cas qui puisse se produire: c'est l'effondrement de l'Union européenne. Pour moi, ce serait la pire nouvelle.

Et il faut faire attention à tous les détails, pour redonner vie. Il faut un élan vital à notre Europe. Autrement, nous serons dans la dépression, dans les difficultés, dans les détails techniques très développés, mais ce n'est pas suffisant. S'il y a des problèmes fondamentaux auxquels nous sommes confrontés, nous risquons le pire. Et j'aimerais que l'on évite. Qu'on sache. Qu'on soit conscient de ces graves menaces qui pèsent sur nous, pour relancer le mouvement, l'espoir pour nos citoyens. Et pour cela, il faut aussi dialoguer avec eux, devenir plus simples. Car je suis navré, mais la communication de l'Europe est très abstraite, très incompréhensible pour les citoyens. Et pas de résultats. Donc, vous voyez que je le fais par

espoir de survie de l'Europe et surtout, d'un nouveau rayonnement de la civilisation européenne. Mais il y a des conditions urgentes, il faut y répondre, et pour cela, il faut analyser immédiatement. Nous le savons. Nous savons quelles sont les menaces et il faut réagir rapidement. Je ne vois pas de réaction capable à la fois de garantir la survie de l'euro, la survie d'une politique sociale développée, sans un effort commun auquel je souhaite évidemment beaucoup de succès. Je vous remercie vivement, tous.